

## Religion, politique et hégémonie dans le Golfe

Parler de pro-américains ‘modérés’ et de pro-iraniens ‘radicaux’, c’est omettre la nouvelle dynamique politique au Moyen-Orient.

Graham E. Fuller

La politique du golfe Arabique n’a pratiquement rien à voir avec l’islam, mais plutôt avec la politique de pouvoir. Que se passe-t-il réellement aujourd’hui dans le golfe Arabique ? La région est en proie à de nouveaux courants et de nouvelles forces qui, pour la plupart, n’ont rien à voir avec ce que la presse quotidienne et le gouvernement de Washington nous assurent. De fait, à en juger par la presse américaine, on pourrait penser que la région est mise à feu et à sang en raison de l’affrontement entre les États arabes modérés, d’une part, et l’Iran radical et ses quelques alliés, de l’autre.

### L’Iran, la grande puissance

L’Iran, est-il une menace pour le Golfe ? Il est vrai que l’Iran constitue, dans une très large mesure, la plus grande puissance du golfe Arabique en termes de dimensions, de population et d’emplacement géographique. L’Iran est un pays « authentique » dans la mesure où il possède sa propre identité et une vision cohérente de celle-ci, en tant que nation et peuple jouissant d’une histoire longue d’au moins trois millénaires. Et cela n’est le cas d’aucun autre État du Moyen-Orient, exception faite de l’Égypte. Par nature, l’Iran sera toujours la puissance hégémonique régionale dans le Golfe. Or, cela ne signifie pas pour autant qu’il ait l’intention de dominer et de conquérir ses voisins. Au cours des derniers siècles, les forces iraniennes n’ont pratiquement jamais abandonné le pays pour attaquer leurs voisins, sauf quand le territoire a été envahi par Saddam Hussein en 1980.

Malheureusement, la politique étrangère de la Maison blanche au Moyen-Orient se fonde sur la « menace » que représente l’Iran pour la région. Washington, qui entretient de mauvais rapports avec Téhéran depuis la révolution iranienne de 1979, semble incapable de parvenir à une réconciliation. Plus encore, il n’est pas inconcevable que les États-Unis puissent entrer en guerre contre l’Iran ; Israël, pour sa part, prend les devants en prêchant la cause aux quatre vents. Depuis la perspective israélienne et américaine, tout semble se résumer à la

question nucléaire. Or, il est vrai que la principale menace de l’Iran provient de sa position de leader à la tête d’un bloc extrêmement nationaliste et anti-américain au Moyen-Orient. Le nationalisme est un point chaud de la culture iranienne, indépendant de l’islam, même si l’Iran affiche le drapeau de l’islam pour représenter son idéologie. Même si cette religion disparaissait du pays, ses mêmes fortes ambitions nationalistes persisteraient dans la région. Et oui : l’Iran pourrait parvenir à être en possession d’une arme nucléaire.

Il faut être réaliste quant à ce qu’il est possible de faire ou non pour empêcher que Téhéran finisse par avoir la capacité nucléaire. La propagation des armes atomiques, où que ce soit, n’est jamais souhaitable. Cependant, il faut également savoir qu’il s’agit d’une technologie inventée il y a trois quarts de siècle. Il est pratiquement impossible d’empêcher l’acquisition de connaissances nucléaires par un pays qui souhaite investir les efforts et l’argent nécessaires pour acquérir la capacité nucléaire. Il est de plus en plus probable que les pays se considérant comme les acteurs fondamentaux du monde parviennent à maîtriser le cycle du combustible nucléaire, même si ce n’est pas à des fins militaires. Beaucoup de pays, y compris le Japon et le Brésil, par exemple, considèrent important d’acquérir des notions suffisantes sur le cycle du combustible nucléaire pour pouvoir, en cas de besoin, générer une arme en peu de temps. Et à ce jour, c’est probablement ce que Téhéran est en train de faire. Aujourd’hui, personne n’a vraiment accusé l’Iran de fabriquer une arme nucléaire. Et le droit international permet à Téhéran de développer la connaissance du cycle du combustible nucléaire. Washington et Israël prétendent même nier ce droit légal, par crainte des intentions iraniennes à long terme.

Si l’Iran parvenait à produire une bombe nucléaire, son principal bénéfice serait un plus grand prestige dans la région. Et ce qui est plus important encore : l’existence d’une bombe empêcherait les États étrangers, surtout les USA et Israël, de menacer, d’attaquer ou d’envahir le pays. Il s’agit d’une arme avant tout dissuasive,

Graham E. Fuller, ancien vice-président du Conseil d’intelligence nationale de la CIA, est l’auteur de nombreux ouvrages sur le Moyen-Orient. Son dernier livre est *A World Without Islam* (Little Brown, 2010).

et c'est pour cette raison que Téhéran cherche à l'obtenir. Si l'Iran envisageait de l'utiliser contre Israël, il serait détruit par les centaines d'armes atomiques que possède ce dernier. Le gouvernement iranien est peu charismatique, son autoritarisme s'est renforcé et il fait preuve d'une rhétorique souvent irresponsable. Cependant, le pouvoir ne réside dans les mains d'aucun leader, et aucun observateur sérieux ne pense que le gouvernement du pays soit devenu « fou ». De fait, l'Occident a déjà dû faire face à des gouvernants « fous » beaucoup plus importants dans des États hostiles possédant des armes nucléaires : Staline en URSS, Mao Tsé Tong en Chine, Kim Jong Il en Corée du Nord ou l'Inde et le Pakistan, qui sont des pays plus responsables.

Selon Washington, les États voisins de l'Iran craignent l'armement développé par ce pays et soutiennent les efforts américains pour freiner Téhéran, coûte que coûte. Cette attitude pose un problème d'approche politique important au Moyen-Orient : la majorité des Arabes, Turcs ou Afghans – même si l'Iran ne leur plaît pas – ne pensent pas que Téhéran utiliserait une arme nucléaire contre eux, et ne vivent pas dans la crainte qu'une telle chose puisse se produire.

Alors pourquoi les gouvernements arabes de la région semblent-ils avoir aussi peur de la « menace iranienne » et soutiennent les politiques de la Maison blanche vis-à-vis de Téhéran ? La « véritable menace » de l'Iran est son discours sur des sujets concernant et indignant les citoyens et peuples de la région : la présence militaire américaine, les campagnes belliqueuses menées par les USA dans des pays musulmans dans le cadre de la guerre globale contre le terrorisme, ou encore le soutien de Washington à la violente persécution des Palestiniens par Israël et au refus de leur concéder un État après plus de 40 ans d'occupation. L'Iran défie ouvertement les USA dans ces domaines, comme pratiquement aucun gouvernement arabe n'ose le faire, même s'il avait le soutien de la population. L'Iran soutient également les mouvements islamistes populaires, comme l'organisation palestinienne sunnite Hamas et le parti chiite libanais Hezbollah, tous deux connus pour leurs liens solides, leur profonde implication dans le gouvernement local et leur soutien à la cause palestinienne. Et tous deux en appellent à la violence, si nécessaire, pour en finir avec l'occupation israélienne.

L'Iran est chiite, cela ne fait aucun doute. Or, ses politiques au Moyen-Orient sont davantage favorables aux mouvements populistes sunnites qui s'opposent aux lea-



Manifestation contre les USA. Téhéran, septembre 2010. /

ATTA KENARE/AFP/GETTY IMAGES

ders impopulaires et autoritaires de la région, dont la survie dépend des USA, comme l'Égypte, la Jordanie et l'Arabie saoudite. Telle est la raison principale de la « crainte » qu'inspire l'Iran dans le Golfe et dans le monde arabe : ce sont les leaders faibles qui en ont peur, pas l'opinion publique arabe. Plus encore : les sondages indiquent qu'en général, les citoyens du Moyen-Orient sont favorables à toute tentative par Téhéran d'obtenir une arme nucléaire, et condamneraient une attaque américaine en Iran. Ceux qui approuvent la présence militaire américaine dans la région sont principalement les régimes exempts de tous fondements démocratiques. S'il en dépendait de l'opinion publique, les bases militaires américaines dans le Golfe n'auraient aucun soutien. Même les gouvernants qui cherchent l'appui de Washington sont en désaccord avec les politiques de la Maison blanche, et courent le risque de générer une grande instabilité dans la zone. Les guerres américaines en Irak, en Afghanistan, au Pakistan et au Yémen, les menaces belliqueuses et les sanctions contre l'Iran, toutes très déstabilisantes, sont les plus grandes inquiétudes des citoyens de la région.

Ceux qui sont sortis gagnants de la présence militaire américaine au Moyen-Orient sont les *ihadistes* islamiques radicaux. Une telle situation leur permet d'affirmer qu'ils œuvrent pour libérer leurs pays de l'impérialisme américain. Même la majorité des modérés de ces pays, qui vivent au bord de la guerre, approuvent l'idéologie radicale et violente d'Al Qaida. Quoiqu'il en soit, lorsque ces forces radicales et leurs alliés affirment qu'ils luttent contre l'occupation américaine, les modérés peuvent difficilement faire autre chose que d'acquiescer.

Ainsi, la présence militaire américaine est-elle devenue le moteur actuel de la radicalisation sur le territoire. L'Iran fait également usage de ces sentiments, et son soutien à la lutte anti-américaine lui vaut les sympathies de la rue. Même les gouvernements pro-américains craignent une guerre entre les USA et l'Iran, puisqu'elle déstabiliserait la région et ouvrirait la porte à des forces populaires ou radicales susceptibles de déchaîner la révolution dans ces États autoritaires. L'Arabie saoudite a peut-être tout intérêt à avoir Washington de son côté pour contrebalancer le pouvoir naturel de l'Iran ; cependant, Ryad a peur que les activités américaines ne puissent plonger la région du Golfe dans une confusion encore plus grande, ce que craint plus encore le gouvernement.

### Chine, Inde et Japon

C'est dans un tel contexte qu'intervient un second élément essentiel et nouveau : les puissances asiatiques de la Chine, de l'Inde et du Japon. Dans l'ensemble, ces pays utilisent plus de pétrole du Moyen-Orient que les USA ou l'Europe occidentale, et leur consommation ne cesse de croître. La stabilité de la région et la sécurité des routes suivies par les pétroliers les intéressent plus encore que l'Occident. Au cours des 30 dernières années, Washington a traditionnellement allégué le prétexte de la « protection de la libre circulation du pétrole » pour justifier une présence militaire croissante dans le Golfe. Les USA ont souvent demandé à l'Europe de contribuer aux dépenses de ces troupes, mais le Vieux Continent s'y est toujours refusé, considérant que la « libre circulation du pétrole » n'a jamais été gravement menacée, et qu'aucune présence militaire sur le territoire n'est nécessaire. Certains Européens sont même parvenus à suggérer que les forces américaines présentes dans la zone déstabilisent la région. Il convient de rappeler que les exigences initiales d'Oussama ben Laden étaient le fruit de la présence prolongée de l'armée américaine sur la terre « sacrée » d'Arabie saoudite.

Aussi est-il probable que ces trois États asiatiques se chargent d'une grande partie de la « sécurité » des routes qui conduisent le pétrole en Asie. D'autre part, les Chinois joueront probablement un rôle de plus en plus important dans le Golfe, dans la mesure où ils peuvent apporter la sécurité, l'armement et la formation sans tous les antécédents politiques négatifs de Washington. La Chine n'apportera pas avec elle le bagage sioniste ni les autres requêtes idéologiques de Washington.

### Turquie

Il existe une troisième force : celle de la Turquie. En seulement 10 ans, ce pays est devenu un acteur fondamental dans la région. La Turquie représente un État démocratique, stable, relativement mûr, ayant appris à intégrer les mouvements islamiques modérés

dans l'ordre politique, membre de l'OTAN et aspirant à le devenir également de l'Union européenne. D'autre part, Ankara n'est pas d'accord avec les principaux aspects de la politique de la Maison blanche au Moyen-Orient. Alors que Washington a cherché à faire pression, déstabiliser et même renverser des régimes comme ceux de l'Irak, la Syrie, la Palestine et l'Iran, pour la Turquie, la stabilité de la région est primordiale pour tous les acteurs en présence. Aussi Ankara s'est-elle lancée dans une politique étrangère aspirant à ouvrir le dialogue, les négociations et encourager une attitude pacifique pour résoudre les contentieux régionaux. Elle a donc misé sur les négociations entre les USA et l'Iran, entre Israël et la Syrie et entre Israël et le Hamas, entre autres. Ces politiques défient la stratégie américaine actuelle, ce qui a considérablement contrarié Washington. Or la Turquie représente un modèle pour la plupart des États de la zone et leurs populations – même si ce n'est pas le cas de leurs gouvernants – admirent de plus en plus Ankara. Le pays ottoman offre un modèle alternatif à la politique « désuète » de Washington, que pratiquait autrefois la Grande Bretagne. L'Europe d'aujourd'hui, plongée dans un sentiment peu favorable aux immigrés, se retrouve face au dilemme d'accepter la Turquie dans l'UE en tant qu'important acteur régional, ou de refuser son intégration, faute d'appartenir à la civilisation européenne. En tout état de cause, l'importance croissante de la Turquie ne saurait être niée aujourd'hui.

En définitive, il existe de nouveaux facteurs fondamentaux jouant un rôle sur l'avenir de la région, qui a besoin de stabilité et d'une plus grande participation démocratique, afin de ne pas tomber sous le joug d'un islam plus radical. (Washington a démontré ne pas être si fervent défenseur de la démocratie, dans la mesure où il soutient l'argument de la participation démocratique contre les États qui ne lui plaisent pas – l'Irak, l'Iran, la Syrie – mais pas pour ses amis comme l'Égypte, la Tunisie, la Jordanie et l'Arabie saoudite, entre autres. Il y a quelques années, Washington rejeta les résultats des élections libres palestiniennes qui donnaient le pouvoir au Hamas, à Gaza).

L'islam radical ne prend de l'assurance que lorsqu'il existe des conditions de violence et d'instabilité (en Irak, en Palestine, en Somalie, au Yémen, en Afghanistan et au Pakistan). Pour éviter une escalade de radicalisation et de terrorisme, il est indispensable que les forces militaires occidentales se retirent de ces territoires.

Le golfe Arabe restera une région géopolitique vitale pour une grande partie du monde, en raison de ses extraordinaires ressources énergétiques. Mais il faut être conscient que l'ancien ordre de domination américaine ouvre la porte à un ordre politique différent avec de nombreuses nouvelles forces en présence. Parler de pro-américains « modérés » et de pro-iraniens « radicaux », c'est omettre la nouvelle dynamique politique au Moyen-Orient. ■